Burundi-Rwanda : Visite "peu habituelle" de deux vice-Premiers ministres belges

@rib News, 03/01/2015 â€“ Source Belga Reynders et De Croo partent pour quatre jours au Rwanda et au Burundi Les ministres des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement, Didier Reynders et Alexander De Croo (photo de gauche), s'envolent lundi pour une visite conjointe de quatre jours au Burundi et au Rwanda, deux pays d'Afrique centrale qui sont les 2^eme et 3^eme partenaires de la coopération belge, derrière leur grand voisin, la République démocratique du Congo (RDC). Cette visite sera la première à l'étranger de Alexander De Croo depuis son arrivée à la Coopération en octobre dernier, alors que Didier Reynders est un habitué de la région des Grands Lacs en tant que chef de la diplomatie belge depuis plus de trois ans qui l'ont amené à suivre de près la situation dans cette région troublée.

Visite peu habituelle Cette visite "de terrain" - peu habituelle - des deux vice-Premiers ministres libéraux sera l'occasion de faire le point sur le partenariat belgo-rwandais et belgo-burundais, sur les programmes de coopération bilatéraux, "mais aussi sur nos relations bilatérales au sens large, que nous souhaitons consolider", a-t-on expliqué samedi aux Affaires Étrangères. Pour la diplomatie belge, ce partenariat implique également un dialogue sur les questions de gouvernance, tant socio-économique que politique, alors que se profilent des élections générales au Burundi en 2015 et que le second septennat du président rwandais Paul Kagame se termine en 2017. Des rencontres sont prévues avec les présidents burundais Pierre Nkurunziza et rwandais Paul Kagame, avec des membres des deux gouvernements, des responsables de la société civile, tout comme des visites des projets et des entreprises. Le fait que les ministres des Affaires Étrangères et de la Coopération effectuent cette visite ensemble montre que ces deux aspects sont intimement liés, a souligné le porte-parole des Affaires Étrangères, Hendrik Vandevelde. Enfin, ce sera également l'occasion d'évoquer la situation régionale, en particulier la mise en œuvre de l'accord-cadre d'Addis Abeba, signé en février 2013 par onze pays africains sous l'égide de l'ONU pour tenter de pacifier l'est de la RDC, en proie à des décennies de conflits et d'ingérences de ses voisins. Le Burundi et le Rwanda ont tous deux la particularité d'être d'anciens protectorats allemands administrés par la Belgique entre 1922 et juillet 1962, date de leur accession à l'indépendance. Ce qui leur en fait, pour des raisons historiques, les 2^eme et 3^eme partenaires de la coopération belge. En 2013, le Burundi a bénéficié de 48,1 millions d'euros de la part d'aide publique et le Rwanda de 35,3 millions (sur un total de 160 millions prévus pour la période 2011-2014) - même si M. De Croo a décidé le mois dernier de priver Kigali d'un montant de 40 millions d'euros d'une "tranche incitative", liée à la réalisation d'un certain nombre de conditions telles que la bonne gouvernance, le dialogue politique et le respect de la liberté de la presse. Les deux pays bénéficient de toute la palette de l'aide belge au développement: la coopération bilatérale, par le biais de la Coopération technique belge (CTB), non-gouvernementale, par l'action des ONG et des universités, multilatérale - passant notamment le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) qui appuie les processus électoraux - et l'assistance humanitaire, par l'intervention du Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA). Bien que voisins et peuplés en majorité de Hutu, avec une minorité tutsi, le Rwanda et le Burundi connaissent des évolutions différentes, notamment en ce qui concerne la réalisation des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour la période 2000-2015. Le Rwanda, théâtre en 1994 d'un génocide qui a entraîné la mort de quelque 800 000 personnes - en majorité des Tutsi -, a enregistré une croissance économique annuelle de 8%. Ce qui lui a permis par exemple de sortir plus d'un million de personnes de la misère, d'améliorer l'accès à l'enseignement et l'eau potable, tout en réduisant la mortalité infantile. Le Burundi a en revanche connu des progrès plus lents et doit faire face à des violences persistantes à l'approche d'élections générales (des législatives et communales le 26 mai, précédant la présidentielle le 26 juin, les sénatoriales du 17 juillet et l'élection des conseils de quartier le 24 août). Mardi encore, au moins 25 personnes ont été tuées dans des affrontements entre les forces de l'ordre burundaises et un groupe de rebelles non identifiés venu de RDC voisine, à une cinquantaine de km au nord de la capitale, Bujumbura. Selon son entourage, M. De Croo compte tant à Kigali qu'à Bujumbura expliquer les grandes lignes de sa politique en matière de coopération: une concentration géographique sur deux régions, dont celle des Grands Lacs, les axes de respect des droits de l'homme et le développement durable ainsi que la bonne gouvernance et les formes politiques.